

Eau, bien commun : Quelle place donner au secteur privÃ© et Ã la sociÃ©tÃ© civile ?

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
September 2021

Dans un contexte de changement climatique où les sècheresses et inondations deviennent de plus en plus fréquentes, intenses, et imprévisibles, et où les problèmes de partage de l'eau et de maîtrise des pollutions se multiplient (d'origine domestique, agricole ou industrielle), la gestion de l'eau comme ressource commune fait face à des défis importants. Il s'agit à la fois : d'assurer une utilisation de l'eau adaptée à la disponibilité de la ressource et un mode de répartition juste et équitable entre ses usagers ; de mettre en place des structures d'investissements et de régulation qui garantissent la pérennité de cette ressource et des usages qui en sont faits, notamment l'accès à l'eau potable. Devant ces difficultés, il est légitime de se demander : Que recouvre la notion d'eau comme "bien commun", à la différence d'un "bien public" ? Pour répondre à ces enjeux, quels modes de gouvernance adopter ? Quel rôle peuvent jouer les structures de bassin versant dans la gestion et la préservation des ressources en eau ? Quelles contributions attendre du secteur privé et de la société civile dans une gestion de l'eau partagée et résiliente ?

Le Cercle Français de l'Eau accueillera l'Association nationale des élus de bassin (ANEB), François Demangeot, vice-président du Syndicat mixte des milieux aquatiques et des rivières (SMMAR, EPTB Aude), Maximilien Pellegrini, président de la Fédération professionnelle des entreprises de l'eau (FP2E), Thierry Burlot, président du Comité de bassin Loire-Bretagne, président de l'Office français de la biodiversité (OFB) et président du Cercle Français de l'Eau. Les échanges seront animés par Bernard Barraud, directeur de recherches à l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA) au CNRS.

Inscriptions